

N°2017-BCA-68

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
5
- Votants :
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MARCHE 20130041 – EXONERATION DE PENALITE ACCORDEE A LA
SOCIETE COUGAM**

Le 04 octobre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 20 septembre 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le : _____ *et retirée de l'affichage le :* _____

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois : _____

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a attribué un marché à bons de commande de fourniture de pièces détachées pour appareils respiratoires isolants à la société COUGAM, notifié en date du 6 juin 2013.

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) stipule que la livraison devra être effectuée dans un délai de 28 jours calendaires à compter de la date de notification du bon de commande. De plus, le CCAP prévoit que « par dérogation à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour calendaire de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées à 1% du montant HT du bon de commande ».

Un bon de commande de matériels de système de sécurité a été établi et notifié à l'entreprise le 10 mai 2017, pour un montant de 7 225,68 € T.T.C, soit une livraison attendue au plus tard le 7 juin 2017. Toutefois, la livraison a été réalisée en deux fois :

- une première livraison, le 12 juin pour un montant de 5 950,80 € T.T.C,
- le reste de la commande, le 26 juin pour un montant de 1 274,88 € T.T.C.

En application des clauses du marché, un titre exécutoire n°2017/581 d'un montant de 1 143,99 € a été émis, calculé pour 19 jours de retard sur le montant total du bon de commande.

Il convient de rappeler que l'application des pénalités de retard correspond à l'exécution des clauses contractuelles acceptées par le titulaire et à laquelle le Sdis 76 ne peut renoncer que de manière exceptionnelle. En effet, l'exonération, totale ou partielle, des pénalités doit être autorisée par délibération expresse des instances et seulement dans des cas limités pour ne pas être assimilée à l'octroi d'un avantage injustifié ; tel sera le cas des pénalités d'un montant manifestement excessif ou lorsque la mise en œuvre de la pénalité peut avoir de lourdes conséquences financières pour la TPE ou PME titulaire du marché.

Par principe, le Sdis 76 n'abandonne que rarement les pénalités de retard à l'égard des entreprises. Cette position connue des entreprises attributaires des marchés conduit à ce que la majorité des commandes soit réceptionnée dans les délais contractuels prévus.

En l'espèce, la société COUGAM demande la remise gracieuse des pénalités au motif que le retard constaté sur cette commande était la conséquence d'une défaillance exceptionnelle d'un fournisseur et car le montant des pénalités, qui représente 15% de la facture, lui est préjudiciable en tant que TPE.

Considérant que le retard n'a pas été préjudiciable outre mesure pour l'activité du Sdis 76, il est proposé de faire droit partiellement à la demande d'exonération de pénalités et de ramener celles-ci à hauteur de 500,00 €.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER